

## **ANNEXE 1 : DEFINITION DES INDICATEURS**

Sauf mention contraire, toutes les données concernent l'année 2011.

### **Généralités**

- Linéaire de réseau: le linéaire de réseau mentionné comprend les conduites d'adduction et de distribution du service d'eau, hors linéaire de branchement.
- ILC: l'Indice Linéaire de Consommation est un ratio utilisé dans le décret du 27 janvier 2012 sur les rendements, pour fixer le seuil minimum de rendement du réseau du service. Il se calcule de la manière suivante :  
$$ILC = \text{Volume comptabilisé domestique et non domestique} + \text{Volume consommé sans comptage} + \text{Volume de service} + \text{Volume exporté} / \text{Linéaire de réseau (hors branchements)} / 365 \text{ jours}$$
- Volume entrant: il s'agit du volume entrant dans le réseau de distribution. Il est constitué de la somme du volume produit et du volume importé.

### **Gestion Patrimoniale**

- Ouvrages: le terme "ouvrage" représente ici l'ensemble des bâtiments et équipements remarquables sur le réseau. Il peut concerner des réservoirs, puits, captages, surpresseurs, microcentrale électrique etc.
- Pourcentage moyen renouvelé par an: il s'agit du pourcentage de linéaire de conduites renouvelées sur les 5 dernières années (de 2008 à 2012), rapporté sur une année.
- Connaissance de l'âge des réseaux: l'âge des réseaux constitue souvent la donnée la moins connue des services d'eau potable. Comme on peut déjà le voir avec le décret rendement, les collectivités sont amenées à améliorer leur connaissance de ce paramètre.

### **Performance**

- Rendement: le mode de calcul choisi est celui de l'indicateur SISPEA tel qu'il doit paraître dans le Rapport sur les Prix et la Qualité du Service (ou rapport du maire).  
$$\text{Rendement} = (\text{Volume comptabilisé domestique} + \text{Volume comptabilisé non domestique (facultatif)} + \text{Volume consommé sans comptage (facultatif)} + \text{Volume de service (facultatif)} + \text{Volume vendu à d'autres services d'eau potable (exporté)}) / (\text{Volume produit} + \text{Volume acheté à d'autres services d'eau potable (importé)}) \times 100$$
- Indice Linéaire de Pertes: le mode de calcul choisi est celui de l'indicateur SISPEA tel qu'il doit paraître dans le RPQS (ou rapport du maire)  
$$ILP = [ \text{Volume produit} + \text{Volume acheté à d'autres services d'eau potable (importé)} - \text{Volume vendu à d'autres services d'eau potable (exporté)} - \text{Volume comptabilisé domestique} - \text{Volume comptabilisé non domestique (facultatif)} - \text{Volume consommé sans comptage (facultatif)} - \text{Volume de service (facultatif)} ] / \text{Linéaire de réseau hors branchements} / 365$$

### **Décret “rendement” :**

- Niveau de connaissance du patrimoine ( X/100) : il s’agit de l’indicateur SISPEA tel qu’il doit paraître dans le RPQS (ou rapport du maire). Le décret n’impose pas de le calculer mais il impose aux services d’avoir une connaissance exhaustive de leur patrimoine. Cet indicateur permet donc de situer le service d’eau dans sa connaissance du patrimoine sans pour autant garantir sa conformité au décret.
- Seuil de rendement imposé par le décret : le décret “rendement” fixe un seuil de rendement minimum par la formule suivante :  $R_{\min} = 65 + 0,2 \times \text{ILC}$ , suivi d’un palier à  $R_{\min} = 85$  pour les  $\text{ILC} > 100 \text{ m}^3/\text{km}/\text{j}$ .  
Le décret autorise les services d’eau à lisser le rendement sur 3 ans en cas de chute accidentelle de celui-ci une année.

### **Branchements en plomb :**

La réglementation impose aux services d’eau d’avoir remplacé l’intégralité de leurs branchements en plomb avant le 31 décembre 2013.

Evaluation du coût de remplacement : le coût des travaux est une estimation choisie en concertation en groupe de travail. Il a été estimé à 1800 euros par branchement en situation normale et 2800 euros par branchement en situation urbaine difficile.

### **Données financières**

- Recettes réelles totales de fonctionnement: Ces recettes sont celles figurant dans le compte de gestion ou le compte administratif du service d’eau. Elles incluent les redevances AERMC, assainissement, voire TVA pour les communes de moins de 3500 habitants.
- Capacité d’autofinancement : Il s’agit de la capacité d’autofinancement nette de 2011. Egalement appelée “épargne nette annuelle”, elle se calcule de la manière suivante :  
*CAF annuelle = recettes réelles – dépenses réelles – remboursement du capital dette*
- Durée d’extinction de la dette : Cet indicateur présente le nombre théorique d’années nécessaires à la collectivité pour rembourser la dette. Le nombre d’années calculé constitue une durée minimum de remboursement : il est calculé en supposant que la collectivité consacre l’intégralité des bénéfices du service (recettes-dépenses de fonctionnement) au remboursement de cette dette, ce qui est rarement le cas. Il est donc à distinguer de la durée de remboursement de la dette qui est conclue avec l’établissement bancaire.  
Sa formule réglementaire est la suivante : *encours de dette / (recettes réelles de fonctionnement – dépense réelle de fonctionnement)*
- Prix du service d’eau : Les modes de tarifications diffèrent entre les services. Le prix indiqué ici rapporte en  $\text{m}^3$  une facture annuelle typique de  $120\text{m}^3$ . Il s’agit donc du prix de l’eau moyen pour une consommation type  $120\text{m}^3$  pour le seul

service d'eau. Il n'inclut donc pas les redevances AERMC et assainissement. Toutefois, par souci d'homogénéité de calcul entre les différents services d'eau potable, la redevance de prélèvement est incluse dans ce prix de l'eau.

### **Graphique 1 : conformité des rendements au décret**

#### Classement de la typologie :

Les services sont ici répartis en 3 catégories : urbain, rural, intermédiaire. Il ne s'agit pas ici de la typologie urbaine de la commune mais de son réseau d'eau potable.

Cette classification par typologie urbaine repose sur les 3 indicateurs suivants : densité de branchements par linéaire de conduites, densité d'habitants par linéaire de conduites, indice linéaire de consommation.

	<b>Unité</b>	<b>Rural</b>	<b>Mixte</b>	<b>Urbain</b>
Densité de branchements	br./km	D.br. < 35	35 < D.br. < 50	50 < D.br.
Indice Linéaire de Consommation	m <sup>3</sup> /km/j	ILC < 15	15 < ILC < 30	30 < ILC
Densité d'habitants	hab./km	D.hab < 110	110 < D.hab < 180	180 < D.hab

## **ANNEXE 2 : INTERPRETATION DES INDICATEURS**

### **Généralités**

Ce sont ici des indicateurs de description du réseau.

L'Indice Linéaire de Consommation (ILC) traduit l'importance des volumes consommés par rapport à la taille du réseau. Puisque celui-ci peut être surestimé par la présence de gros consommateurs (industries...), il est à comparer avec la densité d'habitants, voire la densité de branchements qui traduisent davantage la typologie urbaine ou rurale de la collectivité.

### **Gestion patrimoniale**

Ces indicateurs décrivent l'activité d'entretien du service d'eau.

On observe à fois le degré de vieillissement du parc de compteurs (et le risque de sous-comptage), mais aussi l'activité du service en matière de renouvellement de linéaire. Afin de garantir un renouvellement complet du réseau sur 100 ans, il est recommandé généralement de renouvellement chaque année 1% du linéaire.

Pour anticiper les périodes de renouvellement, les services d'eau potable peuvent s'appuyer sur la connaissance de l'âge des canalisations, ou à défaut de la période de pose des conduites.

### **Performance**

Le rendement est particulièrement sensible aux consommations. Ses variations peuvent être conséquentes suivant les évolutions de consommations des abonnés, *a fortiori* des gros consommateurs. En ce sens, il est plus un indicateur des variations de consommations que de l'état du réseau.

Pour décrire l'état du réseau, on lui préférera l'Indice Linéaire de Pertes (ILP, en m<sup>3</sup>/km/j) qui traduit davantage l'importance des pertes sur réseau, et est insensible aux variations de consommation.

### **Données financières**

La capacité d'autofinancement nette (CAF nette) peut être négative en certains cas, tandis que la CAF brute peut être positive. Cela signifie que l'autofinancement a été insuffisant lors de cet exercice pour financer le remboursement des emprunts. Ce cas de figure peut se produire une année, il devient inquiétant s'il s'agit d'un phénomène structurel.

La durée d'extinction de la dette est un indicateur permettant d'évaluer le niveau d'endettement de la dette. Il est calculé en supposant que la collectivité consacre l'intégralité des bénéfices du service (recettes-dépenses de fonctionnement) au remboursement de cette dette, ce qui est rarement le cas. On estime donc que le service est peu endetté quand la durée d'extinction de dette est inférieure à 5 ans, raisonnablement endetté entre 5 et 10 ans, fortement endetté au delà de 12 ans.